

**REPENSER ENSEMBLE
LE LIEN ENTRE HABITANTS,
INSTITUTIONS ET TERRITOIRES
LES POLITIQUES DE PROXIMITÉ
EN QUESTION**

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Notion de proximité

La proximité revendiquée et désirée : les apports d'une enquête lancée par des élus locaux

**David Olivier, Cahagne Nicolas, Hellier Emmanuelle et al.,
Géographie, économie, société, 2012/1 (Vol. 14), p. 5-29.**

www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2012-1-page-5.htm

Cet article s'appuie sur l'exploitation d'une enquête réalisée dans les Côtes d'Armor et portant sur la proximité des services. Il a pour objectif de contribuer aux débats scientifiques sur la notion de proximité et d'interroger les usages de la proximité par les acteurs politiques. Revendiquée par ceux-ci et désirée par les habitants, la proximité ne se réduit pas à une affaire de distance physique : elle est relative et polysémique. La première partie de ce texte présente les débats scientifiques autour de la proximité et les grandes lignes des modalités de l'action publique dans ce domaine, avant de donner la mesure de la demande de proximité des services par les enquêtés. Dans la deuxième partie, nous proposons un modèle d'analyse du désir de proximité. Celui-ci sert de cadre pour l'analyse des résultats de l'enquête. Il apparaît que la demande de proximité varie selon les services et qu'elle ne dépend pas seulement des niveaux de pratique. Les résultats de l'enquête montrent aussi l'inégale importance de facteurs tels que la CSP, l'âge, le sexe, le type de communes de résidence dans la variabilité des désirs de proximité.

La dimension politique dans l'approche de la proximité

Talbot Damien, Géographie, économie, société, 2010/2 (Vol. 12), p. 125-144.

www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2010-2-page-125.htm

Depuis maintenant une quinzaine d'années, l'approche par la proximité met en exergue le rôle des liens sociaux dans l'action économique, faisant l'hypothèse que la constitution de communautés autour de valeurs morales, de conventions, de normes, de croyances, de représentations, d'un lieu, etc., est un ingrédient essentiel pour atteindre un niveau suffisant de coordination d'une part, et affecte les modalités des coordinations d'autre part. L'endogénéisation du rôle de l'espace géographique dans la coordination en constitue l'apport le plus immédiat. Traditionnellement, l'espace avait été compris comme un cadre neutre et uniforme, sans relief autre que ceux identifiables par des coûts (Bellet, Colletis, Lung, 1993 ; Bouba-Olga, Carrincazeaux, Coris, 2008). L'espace était alors appréhendé d'abord par la notion de distance. C'est bien à un dépassement de cette vision restrictive que s'est attachée la démarche

proximiste, pour prendre en compte les conséquences de la localisation de chaque acteur sur leurs modes de coordinations dans un espace hétérogène, asymétrique, multiforme, bref à chaque fois singulier et complexe (Gilly, Torre, 2000 ; Pecqueur, Zimmermann, 2004 ; Carrincazeaux, Grossetti, Talbot, 2008). Et puisque l'on peut être présent « ici » et « ailleurs », c'est-à-dire interagir à distance, la proximité s'est vue dotée d'une dimension non spatiale. Cette introduction élargit ainsi considérablement le champ d'analyse puisqu'il devient possible de questionner l'ensemble des modèles de coordination, entre des acteurs proches ou non géographiquement. La conséquence est essentielle : l'analyse ne débute plus obligatoirement par l'étude des modes de coordinations déjà fondés sur une proximité géographique, mais elle peut y aboutir en expliquant les processus d'élaboration (Talbot, Kirat, 2005). Le territoire par exemple, comme catégorie de recouvrement des proximités spatiales et non spatiales n'est plus postulé, il devient un construit. Ainsi, le rôle de l'espace n'est ni ignoré, ni postulé. [...]

La proximité : nouveau périmètre du public ? L'exemple des politiques d'aménagement territorialisées

Sébastien Ségas

www.persee.fr/doc/pomap_0758-1726_2007_num_25_3_2377

Politiques et management public, 2007, Vol 25, n°3, pp. 39-55

L'usage croissant de la notion de proximité dans le champ de l'action publique d'aménagement semble participer d'une redéfinition plus générale du périmètre du « public », redéfinition qui ne se réduit pas au recadrage spatial de certaines politiques publiques (ce que l'on a coutume d'appeler la territorialisation). En effet, la notion de proximité apparaît comme l'opérateur du passage à une légitimation processuelle de l'action publique. Avec cette notion, entrent dans le périmètre du « public » des intérêts et des « attachements » locaux qui n'intervenaient jusque-là que de manière implicite et illégitime dans le cadre d'ajustement à la marge de règles universelles. Pour autant, cette grammaire de la proximité ne se substitue pas purement et simplement aux justifications qui invoquaient des formes conventionnelles de bien commun. Elle s'y articule de manière plus ou moins stabilisée dans des compromis montés autour de dispositifs de projets territoriaux. En d'autres termes, la proximité apparaît moins comme un nouveau périmètre du public (au sens où elle serait déconnectée des périmètres anciens) que comme un élargissement problématique de l'espace ancien de la « publicness ».

Proximité et démocratie. Une adéquation incertaine

Autès Michel, Informations sociales, 2005/1 (n° 121), p. 46-55.

www.cairn.info/revue-informations-sociales-2005-1-page-46.htm

La proximité est de plus en plus invoquée comme une nécessité dans la conception et la construction des politiques publiques. Elle devient un référent politique majeur et fonctionne comme une source de légitimité. Le mot seul suffit à justifier une politique. Ce qui est proche est politiquement correct, ce qui est loin est considéré comme mauvais. Proche ou loin de quoi ou de qui ? C'est ce qui fait problème. Plus proche du citoyen est la première évidence qui s'impose. La proximité semble donc forcément un gain de démocratie. Toute la logique décentralisatrice repose sur cette formule, depuis la fin du XIXe siècle, et rejoint, comme l'a montré Pierre Rosanvallon, la question des « corps intermédiaires », c'est-à-dire de ce qui doit exister ou non entre l'État et les individus, d'une part, et entre le gouvernement politique et la société civile, d'autre part. Nous sommes encore dans ce débat. Les conseils de quartier dans la loi sur la démocratie de proximité de 2002, les conseils de développement de la loi Voynet (1999) cherchent à installer de nouveaux lieux de consultation entre les élus et les citoyens.

Démocratie participative – démocratie de proximité

Marie-Hélène Bacqué, Adels.org, 2002

www.adels.org/edition/BacqueBrest.pdf

Le projet de loi sur la démocratie de proximité et les institutions locales met au centre de son dispositif la notion de proximité. L'idée sous-tendue selon laquelle la proximité favoriserait la démocratie s'accompagne dans d'autres domaines, de l'idée que la proximité favoriserait l'intégration, le lien social, le vivre ensemble, et comporte souvent une connotation nostalgique, un regret du village ou du quartier populaire d'antan où « tout le monde se côtoyait et se connaissait ».

Dans un premier temps je ferai quelques remarques sur cette notion de proximité, qui est souvent liée à celle de territoire. Puis je vous propose de réfléchir à ce que signifie le couplage proximité et démocratie locale

Prendre le parti de la proximité: le positionnement individuel de certains professionnels

Pierre Roche

www.cereq.fr/articles/Points-sur-des-grands-themes-de-travail-du-Cereq/Prendre-le-parti-de-la-proximite-le-positionnement-individuel-de-certains-professionnels

Dans le champ de l'action publique, la proximité qualifie tout à la fois un positionnement individuel, celui d'un professionnel qui « va au devant » d'un usager et un type de partenariat, une façon pour les professionnels, bénévoles et usagers de travailler ensemble, en réseau. Nous ne traiterons dans ce texte que du positionnement individuel afin de mettre tout particulièrement l'accent sur le cadre éthique qu'il engage et requiert, notamment en raison de la complexité, de l'incertitude et, parfois, de la crise qui caractérisent nombre de situations professionnelles.

Ecrits de Rémi Lefebvre

La démocratie participative absorbée par le système politique local

Metropolitiques.eu, 29/10/2012

Alors que les dispositifs participatifs ne cessent de se multiplier, l'abstention aux élections locales n'a jamais été aussi forte. Loin de renouveler la « démocratie locale », les expériences de participation tendent plutôt à renforcer des pouvoirs locaux de moins en moins proches de leurs citoyens.

La proximité en politique. Usages, rhétoriques, pratiques

Christian Le Bart ; Rémi Lefebvre (dir.)

Presses Universitaires de Rennes, 2005

Justice de proximité, police de proximité, démocratie de proximité... Ce mot est sans cesse utilisé par les élus, il s'est imposé comme une catégorie d'évidence. Nouvelle idéologie ? Nouveau mythe propre aux sociétés post-modernes ? Mais de quoi parle-t-on exactement ?

L'action publique de proximité relève-t-elle du client-centrisme ?

Rémi Lefebvre

Politiques et management public Année 2006 Volume 24 Numéro 4 pp. 1-15

www.persee.fr/doc/pomap_0758-1726_2006_num_24_4_2343

On se propose ici d'analyser la diffusion du référent de la proximité dans les dispositifs et les discours d'action publique et son articulation parfois problématique avec la figure de l'utilisateur ou du client. A quelles conceptions et qualifications du public, de l'acteur, du ressortissant... l'action publique de proximité s'adosse-t-elle ? Sur quelle vision de l'acteur la relation dite de « proximité » est-elle indexée ? On montre que la « proximité » constitue le support d'une clientélisation des publics mais que sa plasticité autorise en fait des usages très variables. Dans le flou qui entoure l'action publique de proximité se logent des définitions très différenciées et peu stabilisées de l'utilisateur.

Quand légitimité rime avec proximité

Lefebvre Rémi, Mouvements, 2004/2 (n° 32), p. 135-138. DOI : 10.3917/

mouv.032.0135. www.cairn.info/revue-mouvements-2004-2-page-135.htm

Proximité, ce mot magique a envahi tout le discours politique jusqu'à ce qu'on lui fasse dire à peu près n'importe quoi. Elle est devenue synonyme de légitimité dans le langage courant. Mais la proximité n'est que le nouvel habillage d'anciennes pratiques, parfaitement adaptées au libéralisme ambiant.

Politiques de proximité

Démocratie participative : des propositions pour « renforcer le lien entre élu-e-s et citoyen-ne-s »

Courrierdesmaires.fr, 15/12/2014

www.courrierdesmaires.fr/43675/democratie-participative-des-propositions-pour-renforcer-le-lien-entre-elu-e-s-et-citoyen-ne-s/

Taux d'abstention record, désertion des lieux de participation – quand ils existent –, méconnaissance des institutions et de la fonction d'élus... La 3^e édition du forum Femmes et pouvoir s'est penchée sur le fossé qui se creuse entre élus et citoyens. Cela a abouti à un « Livre blanc » aux quinze solutions très concrètes.

Politiques publiques - Le social en mode projet

Gazette-sante-social.fr, 01/09/2017

www.gazette-sante-social.fr/40893/le-social-en-mode-projet?utm_source=flash-info-gss&utm_medium=email&utm_campaign=flash-info-01-09-2017

Par souci d'innovation et de proximité grandissante avec les citoyens ou en raison de contraintes budgétaires, les collectivités sont de plus en plus nombreuses à découvrir les vertus du décloisonnement. Des méthodes qui s'intéressent plus aux bénéficiaires qu'aux institutions et qui bouleversent les façons de faire.

Transversalité, décloisonnement, agilité, conduite du changement, mode projet, ces nouvelles façons d'agir, impliquant à la fois les services entre eux, mais aussi les habitants et l'ensemble des parties prenantes (associations, entreprises) se répandent de plus en plus. Plusieurs raisons l'expliquent. Les collectivités doivent faire aujourd'hui mieux avec moins de ressources, d'où la nécessité de faire appel à toutes les compétences possibles.

Cohésion sociale : les acteurs locaux ne baissent pas les bras

SANCHEZ Jean-Louis, PADIEU Hélène, ROBERT Christophe

Journal de l'action sociale (1e), 01/2017, n° 213, p. 13-19

Craintes d'effacement des communes, d'étranglement des départements, d'instrumentalisation des associations, d'asphyxie des CAF... Depuis plusieurs années, les acteurs locaux ne s'y retrouvent plus ni dans les réformes territoriales, ni dans la prolifération des normes. Au risque d'éloigner chaque jour un peu plus les citoyens de leurs représentants, qu'ils émanent des collectivités locales, des associations ou des autres institutions.

Mais fort heureusement, cette régression de la démocratie de proximité suscite dorénavant des réactions de plus en plus efficaces d'opposition et de propositions. De nouvelles ambitions démocratiques naissent dans les communes, les CCAS font de la résistance, une nouvelle vision du social se construit dans les départements, et les Caf s'efforcent de renforcer leur rôle stratégique.

Proximité, diversité des services, renfort de bénévoles : quand le centre social s'adapte au territoire

**LE GALL Sophie, HALLIEZ Jean-Sébastien, BLANC Anne,
CHAUVET Sébastien**

Courrier des maires et des élus locaux (1e), 10/2015, n° 294, p. 18

L'Assemblée des communautés de France (ADCF) plaide pour que le centre social (particulièrement au niveau intercommunal) développe une offre des services qui ne s'adresse plus seulement au public fragile, mais intègre l'insertion, la politique de prévention et la politique éducative. La structure pourrait compléter ou pallier l'absence d'un CIAS. L'article donne 3 exemples: celui de communautés de communes des portes du Morvan (Nièvre), celui du Naucellois (Aveyron) et celui de Moret Seine et Loing (Seine-et-Marne).

Le travail social au défi du développement social

AVENEL CYPRIEN

Vie sociale, 03/2016, n° 13, p. 115-137

www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=VSOC_161_0115

La notion de développement social est portée par la volonté de promouvoir la mise en œuvre de politiques émancipatrices, participatives. Dans le cadre de la décentralisation, elle traduit la volonté de s'appuyer sur l'atout de la proximité et incarne l'ambition d'une approche plus locale et partenariale des politiques publiques, afin de dépasser les approches verticales et sectorielles. Le développement social est une stratégie territoriale qui consiste à agir sur l'environnement dans tous ses aspects, à promouvoir le pouvoir d'agir individuel et collectif.

En matière de gouvernance, il appartient aux institutions en responsabilité des politiques publiques de formaliser la coopération territoriale, le pilotage politique et institutionnel dans une conception de l'intervention, ascendante, transversale, qui se traduit par la coopération de tous les acteurs autour d'un projet social de territoire. Au niveau technique, le travail social doit être orienté vers des approches globales, des pratiques plus collectives. Les EGTS, à travers les assises interrégionales, ont été l'occasion de mettre en avant des « pratiques inspirantes », des initiatives et des projets collectifs dans les territoires. Dès lors, il s'agit d'étendre ces pratiques et pour cela de renforcer la formation des travailleurs sociaux à l'intervention collective, de favoriser une culture de la transversalité, le décloisonnement des secteurs d'activités comme des métiers.

Faites vivre la démocratie !

Journal de l'animation (le), 03/2016, n° 167

Inviter les jeunes à découvrir les principes fondateurs de toute démocratie et leur laisser une réelle possibilité d'y participer « favorise une citoyenneté active, renforce la responsabilité sociale, consolide les processus et les institutions démocratiques ». Les jeunes d'aujourd'hui sont les citoyens de demain ; il est donc du devoir d'éducateur, d'accompagnateur et formateur, de les amener à découvrir le processus démocratique mais aussi de l'éprouver, pourquoi pas à l'échelle de la structure. La tâche est ardue, tant la désaffection pour la politique est manifeste chez les jeunes comme chez les adultes ; c'est un travail qu'il faut donc doublement investir ! Mais, sans des citoyens engagés, la démocratie perd tout son sens.

Le Développement social aujourd'hui : pour qui ? pour quoi ?

PASCAL Henri, BESSON Genevieve, DUBASQUE Didier, et al.

Revue française de service social, 03/2016, n° 127, p. 8-113

www.anas.fr/RFSS-N-260-Le-Developpement-social-aujourd-hui-pour-qui-pour-quoi_a979.html

Le développement social comme projet démocratique revient au premier plan des politiques publiques. Pour autant, sa définition demeure assez floue, générant des ambiguïtés dans les pratiques correspondantes. Participation, partenariat, territoire et transversalité pourraient en constituer les repères opératoires, pourvu que l'on sache, entre autres, dépasser les rapports de pouvoir et libérer la créativité des intervenants sociaux.

La qualité de service, nouvel impératif pour les bailleurs sociaux ?

Manuel Nardin

Les Echos, 12/2016

www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-163151-la-qualite-de-service-nouvel-imperatif-pour-les-bailleurs-sociaux-2047600.php

La relation entre habitants et bailleurs sociaux : une révolution silencieuse

Aïcha Mouhaddab

La fabrique de la proximité, 02/2016

www.lafabriquedelaproximite.fr/la-relation-entre-habitants-et-bailleurs-sociaux-une-revolution-silencieuse/

La gestion de proximité dans les organismes HLM. Diversité des situations et conduite du changement

Barbara Allen

Annales de la recherche urbaine, 2001, n°90, p 182-189

www.annalesdelarechercheurbaine.fr/IMG/pdf/Allen_ARU-90.pdf

Agent de proximité

Agents de proximité : le service public incarné

POINAS SEGOLENE

Techni.cités, 08/2017, n° 305, p. 70-71

On les voit de plus en plus lors des grandes opérations d'aménagement et sur les chantiers: les agents de proximité font le lien, sur le terrain, entre les maîtres d'ouvrage, les acteurs opérationnels et les riverains. Mais au-delà de ces cas spécifiques, de plus en plus de collectivités emploient ces personnels pour fluidifier les rapports avec leurs administrés et imaginer une «ville participative».

Olivet (Loiret) - Des « managers de quartiers » pour veiller à la tranquillité publique

TALPIN JEAN-JACQUES

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 02/06/2014, n° 2224, p. 39

Après avoir installé des « managers d'écoles », Olivet a créé, à l'été 2013, deux postes de « managers de quartiers ». « Les élus voulaient des agents de proximité présents sur le terrain, notamment pour lutter contre les petites incivilités », explique Pascale Baudin, chef du service « démocratie participative ». Deux agents, anciens commerciaux, ont été recrutés et formés durant près de deux mois pour connaître les services de la ville, avant de patrouiller dans les rues et d'aller à la rencontre des habitants. Outils numériques

Quand le réaménagement d'un parc se fait grâce à un serious game

PICAUD EMMANUELLE

lagazettedescommunes.com, 17/02/2017

www.lagazettedescommunes.com/488564/quand-le-reamenagement-dun-parc-se-fait-grace-a-un-serious-game/?abo=1

L'été dernier, la ville de Paris a mis en place un serious game pour permettre à ses citoyens de prendre part à la concertation du futur parc de Chapelle-Charbon, dans le 18e arrondissement. Coup de projecteur sur cette façon originale de revisiter le débat public.

Un média social donne la parole aux habitants

SIGOT FRANCOISE

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 04/09/2017, n° 2380, P. 45

www.lagazettedescommunes.com/521111/un-media-social-donne-la-parole-aux-habitants/?abo=1

L'Association des centres sociaux de Rillieux-la-Pape a lancé fin 2015 «Aux clics citoyens», un média social géré par les habitants.

Le numérique, levier d'innovation sociale dans le parc HLM

Actualités habitat, 30/09/2017, n° 1064, p. 18-19

Face au développement exponentiel des outils numériques, les bailleurs sociaux sont amenés à développer la digitalisation, à revoir la manière d'appréhender leurs projets et d'interagir avec leurs locataires. Représentant tantôt une opportunité d'amélioration de la qualité de service avec la construction de réponses adaptées et réactives, tantôt un défi d'inclusion sociale face à la fracture numérique, nombre de démarches et projets rendent compte de la synergie entre le numérique et l'innovation sociale dans le monde HLM.

Les Civic Tech veulent rendre concrète la participation citoyenne

KOCH MARJOLAINE

Lettre du cadre territorial (1a), 05/2017, n° 508, p. 18-19

www.lettreducadre.fr/14642/les-civic-tech-veulent-rendre-concrete-la-participation-citoyenne/

Comment faire fonctionner aujourd'hui des institutions imaginées à un autre siècle ? Les Civic Tech veulent être une réponse, et veulent soigner la démocratie. Applications d'interpellation d'élus, de pétitions en ligne, de signalements de dysfonctionnements locaux, de co-construction de lois ou de financement participatif, ces nouveaux outils – plus de cinquante sont déjà mis au service des citoyens – ont tout pour les séduire. Mais parce qu'ils sortent des schémas de concertation auxquels nous sommes habitués, ces outils ont besoin d'un accompagnement particulier.

La participation et le numérique

ATGER CATHERINE

Diagonal, 04/2016, n° 196, p. 12-14

L'influence grandissante des technologies numériques dans la conception comme dans le fonctionnement de la ville n'est plus à démontrer. Mais au-delà des réseaux sociaux, celle-ci font également leur apparition dans le champ de la participation des citoyens aux projets et décisions concernant leur cadre de vie. Les villes de Grenoble et Lyon fournissent plusieurs illustrations de cette concertation d'un type nouveau.

Cinq expériences de démocratie 2.0

Lemonde.fr, 25/11/2013

www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2013/11/25/cinq-experiences-de-democratie-2-0_3519922_3236.html#Sf4T8E1Ju9YG0G2V.99

Les réseaux sociaux, médias en ligne, blogs redonnent-ils du pouvoir aux citoyens ? Le Forum mondial de la démocratie, cette semaine à Strasbourg, examine des initiatives à l'oeuvre sur tous les continents.

Jaidemaville.com : un outil au service de la démocratie participative

www.elueslocales.fr/actualites/citoyennete-mandat/jaidemaville-outil-democratie-participative/